

Élections fédérales □ lancement d'une grande campagne pour dénoncer le vol de la caisse de l'assurance-emploi et réclamer un régime plus équitable --- La FTQ, la CSN et la CSQ appuient la Coalition des Sans-Chemise

Montréal, le 30 mai 2004 --- Les trois grandes centrales syndicales du Québec, la FTQ, la CSN et la CSQ, ainsi le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (le MASSE), ont donné le coup d'envoi, aujourd'hui, d'une grande campagne contre le vol de la caisse de l'assurance-emploi perpétré par le gouvernement fédéral. Ils réclament un régime plus équitable et ont décidé de faire de cette question un enjeu majeur des élections fédérales.

L'annonce en a été faite à Montréal lors d'une conférence de presse à laquelle participaient M. Henri Massé, président de la FTQ ; Mme Claudette Carbonneau, présidente de la CSN ; M. Réjean Parent, président de la CSQ ; M. Pierre Céré, porte-parole du MASSE - groupe initiateur de la Coalition des Sans-Chemise - et M. Jean-Yves Joannette, porte-parole du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ).

La Coalition des Sans-Chemise rassemble une douzaine de groupes régionaux, de la Côte-Nord à la Gaspésie jusqu'à l'Abitibi-Témiscamingue en passant par le Centre du Québec et Montréal. Ces groupes, qui réunissent plusieurs partenaires syndicaux, sociaux et communautaires, ont décidé d'intervenir très activement pendant la campagne électorale. Leur intervention prend notamment la forme d'une campagne de publicité appuyée par des milliers de pancartes et de panneaux qu'on a déjà commencé à installer partout au Québec. Cette campagne pose carrément la question □ « Qui a volé l'argent des chômeurs? ».

55% d'exclus

Ces dernières années, de nombreuses réformes du système d'assurance-chômage ont eu pour effet de diminuer l'accès aux prestations, leur durée et le montant versé aux sans-emploi. Selon les chiffres mêmes de Ressources Humaines Canada, seulement 45% des travailleurs et travailleuses au Québec se qualifient aujourd'hui pour recevoir des prestations de chômage en cas de besoin, comparé à près de 80% en 1993. Ces décisions, qui ont eu un impact important sur l'appauvrissement de la population, violent le droit à la dignité et freinent le développement régional et social.

Le gouvernement fédéral a ainsi pu dégager des surplus multimilliardaires à même la caisse et détourner ces sommes à d'autres fins que celles fixées par la loi. En février dernier, la Vérificatrice générale du Canada, Mme Sheila Fraser, consacrait un chapitre entier de son rapport au dossier de l'assurance-emploi. Elle évaluait, en date du 31 mars 2003, à quelque 44 milliards de dollars les surplus détournés par le gouvernement fédéral du compte de l'assurance-emploi.

Or, cet argent provient exclusivement des cotisations versées par les salariés et les employeurs à même la masse salariale. Le chef libéral Paul Martin, ministre des Finances au moment où le régime a été saccagé, a poussé l'affront jusqu'à prétendre que ces surplus ont servi à financer la santé et l'éducation. Le plus scandaleux, c'est que ces cotisations ont servi, entre autres, à financer des baisses d'impôt au profit des gens riches qui ne cotisent même pas au régime.

Des bonbons électoraux

Le 11 mai dernier, Ottawa a annoncé des mesures soi-disant pour aider les travailleurs saisonniers. Or, ce ne sont là que des changements cosmétiques et des bonbons électoraux. Ottawa a promis l'ajout de 250 millions sur deux ans alors que, depuis les restrictions apportées au régime en 1996, c'est un minimum de sept milliards de dollars par année que les sans-emploi ont perdu en prestations au Canada, dont plus de deux milliards annuellement au Québec. Ces mesures sont loin d'être suffisantes pour combler le fameux «trou noir», période pendant laquelle les sans-emploi n'ont plus droit aux prestations alors que le travail saisonnier n'a pas encore repris.

Une réforme en profondeur

Le gouvernement fédéral dispose, depuis trois ans, d'un rapport unanime d'un comité du Parlement l'enjoignant de restaurer le programme d'assurance-emploi. Il faut en effet une réforme complète qui assure d'abord l'accessibilité pour tous les sans-emploi, améliore le nombre de semaines assurées ainsi que le revenu de remplacement, et qui garantisse l'autonomie de la caisse par rapport au fonds consolidé de l'État.

Nous réclamons un régime d'assurance-chômage qui puisse répondre aux nouvelles réalités d'un marché du travail trop souvent précarisé. Chaque travailleur et chaque travailleuse qui perd son emploi doit pouvoir bénéficier d'un revenu de remplacement assurant sa dignité et un minimum de sécurité économique.

Appel des Sans-Chemise

Les Sans-Chemise, appuyés par les centrales syndicales, seront actifs tout au long de la campagne électorale fédérale. Ils seront présents dans les débats publics et partout où se retrouveront les représentants du gouvernement sortant. Ils appellent à ne pas voter pour ceux qui ont perpétré le «Vol de la caisse».

- 30 -

Source □ FTQ, CSN, CSQ et MASSE

Renseignements □ - Louis Fournier, FTQ (514) 862-0656

- Michelle Filteau, CSN (514) 894-1326

- Marjolaine Perreault, CSQ (514) 235-5082

- Pierre Céré, MASSE (514) 933-3553